

Editorial

par Julie Ndaya Tshiteku

Tolobi tolobi tolembi, « nous avons dit, nous avons dit, nous sommes fatigués », cette expression pourrait traduire la lassitude qu'éprouvent les chercheurs et praticiens qui consacrent leur temps à rapporter et à analyser dans leurs travaux les réalités vécues par les Congolais. Mais ils constatent que malgré des slogans des différents gouvernements, qui demandent à la population d'attendre des meilleures conditions de vie, leurs observations et propositions comme apport pour élaborer les politiques sociales, économiques et culturelles dans la gestion du pays sont mises à l'écart. La redondance de ces thèmes dans l'abondante production scientifique sur Congo témoignent de la permanence des défaillances dans la gestion du pays. Les sujets des articles de ce numéro ont été significativement documentés par des générations des chercheurs. Ils ont donné des pistes qui auraient pu être prises en compte dans l'administration du territoire. Car la gestion d'un pays repose sur une permanente évaluation de l'actualité et les recherches

approfondies constituent une boussole. Les auteurs des articles réunis dans ce Carrefour congolais, comme leurs prédécesseurs interrogent sans cesse la gestion du pays. Ils posent les questions au sujet de la démocratie, les élections? Quelle protection sociale ? Quelle gestion de l'habitat ? Quelle système adéquat de l'épargne et le rôle de l'infrastructure.

Beloty Mukamutshunu Mangay observe les violences infligées à la veuve après le décès du mari chez le peuple Yansi. La mort, dans tous les cas, crée un choc au sein de la famille éprouvée. Chez des différents peuples de la République Démocratique du Congo la mort n'est pas un phénomène naturel mais une action de quelqu'un. C'est pour cela qu' il y a la recherche d'un bouc émissaire. Dans les coutumes Yansi, lors du décès du conjoint, la veuve est indiquée comme responsable. L'animosité de la belle-famille se déverse sur elle en l'accusant de sorcellerie. Des violences physiques lui sont infligées et elle est quelque fois obligée de quitter le domicile conjugal, laissant tout les biens acquis durant le mariage. Beaucoup de femmes dans ce type de situation ne sont pas protégées par la loi. Ce vécu des veuves Yansi se retrouve chez des différentes populations qui forment la République démocratique du Congo. Kiakumba Gloire examine le niveau de l'épargne et les facteurs qui déterminent les pratiques de la micro finance au Kongo central. Il montre que ces activités entreprises par la population, qui vit une pauvreté extrême, l'aident à faire face aux

aléas de la vie. Partant de ses analyses, l'auteur constate que les ménages du Kongo-Central ne font pas confiance au secteur financier formel ou semi-formel. Kikanana Emmanuel examine les effets de la décentralisation en prenant le cas de la municipalité de Lemba. Depuis l'avènement de la constitution du 2006, la RDC a adopté la décentralisation comme mode de gestion de l'Etat. Le but était de booster le développement social à un échelon local. Ainsi les provinces, les villes, les communes, les secteurs auraient la libre administration et l'autonomie de gestion de leurs ressources. Mais la réalité est que les entités sont gérées par les autorités non élues. Leur gestion se caractérise par l'absence d'un programme cohérent et concerté. L'improvisation, la complaisance dans la prise des décisions, la corruption, l'arbitraire, l'affairisme et le tribalisme font de la gestion de la commune de Lemba un échec. Les découvertes de cette étude sur les réalités de la décentralisation peuvent être extrapolées aux autres provinces du Congo. L'article de Serge Kidimba Ngima se penche sur les politiques d'habitat. Il pose, à travers une étude de cas, le problème de la gestion des érosions à Kisenso, une des communes de la ville de Kinshasa. L'auteur montre qu'il n'y a pas une réglementation qui protège la population de Kisenso contre les menaces écologiques. Les maisons sont construites sur des collines s'ouvrant sur des bouches des érosions ou aux fonds des vallées. La population est régulièrement victime des calamités naturelles. L'occupation et les morcèlements anarchiques des terrains entraînent des éboulements provoquant la

destruction des maisons, des infrastructures, des décès et les déplacements des habitants. L'article collectif « pratiques foncières et dégradation du pouvoir étatique » de Mfesaw Nsele, Mbombangi et Nsengambo aborde aussi le problème de la gestion de l'espace. Les auteurs remarquent qu'il y a une appropriation des terres par les autorités imbues de pouvoirs, à l'exemple des chefs coutumiers en complicité avec les personnalités politiques. Ils illustrent leurs observations par des cas concrets des spoliations vécus dans la ville d'Inongo, chef-lieu de la Province du Mai-Ndombe. Albert Mosango examine le phénomène récurrent de la contestation des résultats des élections présidentielles. Prenant le cas des élections de 2006 et de 2018, l'auteur montre que la RDC s'est engagé depuis 1990 dans le processus de la Démocratisation. Le but était d'instaurer la paix et un nouvel ordre politique. Des mécanismes ont été négociés entre les acteurs politiques afin d'assurer des élections transparentes et la crédibilité des résultats. Mais la réalité est autre. Les résultats issus des différentes élections présidentielles organisées en RD Congo sont successivement contestés par les candidats perdants. L'article de Freddy KALUME est une réflexion sur l'aménagement du territoire. La création de l'infrastructure est proposée par l'auteur comme un a priori pour la gestion de l'espace. Et enfin Anicet YEMWENI DANGU survole la littérature sur la conception de la maladie et recherche de guérison chez les Africains. Il développe le lien entre la maladie et la culture, en prenant le cas du recours aux églises de réveil par les Congolais.

Et enfin, dans une période post-corona, où la consommation par les congolais des produits dits ‘bio’ est en vogue, Aristide MANZUSI KETO, Anicet NKAWA NDIKUNA et Elie MBEMBA MUSENGI examinent comment pérenniser la production des chenilles comestibles qu’on trouve dans le territoire de Kasongo-Lunda. Les mikwati sont une source des revenus et des protéines pour les populations. Les auteurs interpellent les autorités sur comment passer des méthodes de production basées sur la cueillette à une production industrielle structurée protégeant l’écosystème.

Dans la rubrique recension, Gaby Bamana commente l’article de Placide Mumbembele « Le retour du masque Kakuungu en République Démocratique du Congo: Au-delà du geste » (2023). Le masque Kakuungu, un objet d’art Suku acquis par le musée royal de Tervuren en Belgique depuis l’ère coloniale, a été restitué aux autorités congolaises par le Roi des belges, Philippe, lors de sa visite au Congo en 2022. Ce « retour au bercail » revêtait un caractère spécial car c’était le Roi lui même qui avait été chargé de le ramener à Kinshasa. La réflexion de Placide Mumbembele pose la question juridique de savoir à qui appartient réellement ce masque? Il examine cet aspect du retour des objets d’art dans le contexte bilatérale de leurs négociations et pose la question fondamentale de savoir à qui appartient définitivement ces objets : aux peuples qui l’ ont générés ou aux autorités gouvernementales?